

Problematique De La Consommation Des Services D'audit En Ville De Butembo

Kahambu Mwirawavangi Gloria¹ Et Kakule Kasongo Moise²

Enseignante Et Chercheure A L'institut Supérieur De Commerce De Butembo, République Démocratique Du Congo.

Enseignant Et Chercheur A L'uea Butembo. République Démocratique Du Congo.

Resume

Chaque entité intervient sur de nombreux marchés et entretient des relations avec de multiples partenaires et elles sont ouvertes sur leur environnement composé des partenaires et des concurrents.

Aussi, les services d'audit sont offerts par les entités qui subissent les influences de la dynamique commerciale de l'offre, la demande ainsi que celle de l'environnement.

L'échantillon a été de 165 sujets, sélectionnés d'une façon exhaustive parmi les acteurs pouvant influencer la consommation des services d'audit. Toutefois, nous avons élargi l'étude sur l'ensemble des entités de toute nature œuvrant en ville de Butembo, c'est – à – dire 4677 entités.

La part de marché de chaque cabinet, les mobiles et freins de consommation, l'organisation des cabinets, l'influence de l'audit sur la gestion des affaires, la demande potentielle, la demande réelle, l'organisation d'un service d'audit interne dans chaque entité, la comparaison de consommation entre entité, l'influence des corporations patronales, banques, COOPEC et IMF sur le service d'audit sont les points qui ont guidé notre analyse.

A l'issu de l'investigation, nous avons constaté que les services d'audit sont consommés à 4,6 et que cela parce que les différents partenaires de la vie économique ne s'engagent pas dans la rigueur de rechercher les informations fiables pour leurs entités.

Mots clés : *Audit, marché et entités*

Date of Submission: 28-07-2024

Date of Acceptance: 08-08-2024

I. Introduction

Aucune entité ne peut se prévaloir avoir la maîtrise de sa gestion.

De ce fait, pour plaider son avenir, une observation scientifique s'avère indispensable dans l'objectif de montrer le niveau réalisé, sa qualité et prescrire une thérapeutique.

Un chef d'entité doit se tenir à l'écoute des signes avant-coureurs d'une crise.

Et parmi les facteurs susceptibles d'annoncer un déclin potentiel des performances, STEPHEN ROBBINS cite les anomalies de trésorerie, le sureffectif, la lourdeur et l'inutilité de certaines procédures administratives, la peur du conflit et du risque, l'indulgence face à l'incompétence des employés, l'imprécision de la communication au sein de l'entité (DELENZO, 2008, p. 133)

Selon le même auteur, une autre vision du problème s'articule autour de ce que l'on appelle " le paradoxe de la grenouille" (DELENZO, 2008, p. 134). Il s'agit selon lui d'une expérience classique de réaction psychophysiologique. Pour lui, dans le premier cas, une grenouille jetée dans une casserole d'eau bouillante réagit instantanément et saute hors de la casserole, et dans le second cas, en revanche une grenouille vivante plongée dans une casserole d'eau tiède et que l'on chauffe peu à peu jusqu'à l'ébullition ne réagit pas, s'endort et finit par mourir.

En fait, lorsque la variation de la performance demeure graduelle, une réaction sérieuse peut ne jamais se déclencher ou survenir trop tard pour rétablir la situation.

Cela étant, les chefs d'entités doivent donc rester à l'affût des signaux qui pourraient suggérer une dégradation des performances. Ils ne peuvent se permettre d'attendre le point d'ébullition pour réagir.

Ainsi, l'audit comme technique d'évaluation et de diagnostic, est une démarche volontariste. Elle découle d'une volonté du sommet stratégique de cerner les points de force et de faiblesse de management. L'audit ne peut aboutir que dans une démarche participative au sein de la quelle collabore à la fois les managers et l'encadrement, les bailleurs des fonds, les propriétaires de l'entité, les travailleurs, l'Etat, les publics et les auditeurs eux – mêmes. Ces divers partenaires ont besoin d'une information financière et comptable souvent synthétisée dans les états financiers et dans les rapports de gestion et financier.

Et pour assurer la protection des tiers en matière d'information financière, le législateur a donc posé des exigences de transparence, mis en place du contrôle légal ou contractuel qu'il a confié à des professionnels

extérieurs à l'entité (LOKUTUZOLANA, Avril 2018). Après avoir obtenu ces informations, il peut arriver que l'on s'interroge sur la qualité, la fiabilité des procédures qui ont permis de les obtenir mais aussi sur la pertinence des choix opérés des décisions prises,... Ces multiples interrogations justifient la nécessité de contrôle des entités par un comportement des professionnels compétents et Indépendants appelés auditeurs, qui doivent certifier que ces informations sont fiables, sincères ou non.

En ville de Butembo, réputée économiquement pour l'intensité de ses activités commerciales, financières, bancaires, sociales, agricoles ; activités réalisées collectivement ou individuellement, les entités offrant les services d'audit devraient y être aussi intense et prospère. Ainsi une question se pose : pourquoi les entités offrant les services d'audit ne sont pas prospères en ville de Butembo ?

Ce travail permet de rétablir le comportement des partenaires, en étudiant les causes qui freinent l'expansion de la consommation des services d'audit et vérifier si ces éléments influencent l'émergence des activités commerciales en ville de Butembo.

Dans cette démarche, nous voulons déterminer les freins et les motivations de la demande du service d'audit ; décrire les caractéristiques de l'offre et de l'environnement du service d'audit, apprécier l'impact réel de la consommation du service d'audit sur la croissance des entités. Cette démarche précise les points saillants suivants :

- Identifier la demande potentielle par rapport à la demande réelle
 - Récenser les principaux obstacles et mobiles liés au recours de service d'audit
 - Identifier les entités agréées et non agréées qui offrent les services d'audit, les regrouper selon leurs formes juridiques (individuelle ou sociétaire) et voir la part de marché selon les formes
 - Apprécier l'implication des divers partenaires (DGI, Banques) dans la recherche des informations fiables.
- Plusieurs autres chercheurs avaient présenté presque la même préoccupation que nous.

Atitres d'exemple, nous citons :

1. MUHINDO SYAGHUSWA Emery, dans son travail intitulé « Pratique de l'audit financier dans les IMF et coopératives d'Épargne et de Crédit en ville de Butembo », s'est posé les questions suivantes : les IMF et coopératives de Butembo font – elles l'objet d'un audit de manière régulière ? L'audit externe opéré dans les IMF et COOPEC de la ville respecte – t – il les normes et a – t – il un effet sur l'amélioration de leur gestion ?

Au terme de son analyse, toutes ses préoccupations avaient été confirmées. Pour la première, il a reconnu que les IMF et COOPEC font toujours objet d'un audit financier ; quant à la deuxième, l'audit externe opéré dans les IMF et COOPEC respecte les normes de l'audit et cela conduit à leur performance (Emery, 2016-2017)

2. Celine SALAMA SABUNI dans sa recherche sur « Le contrôle interne et la performance d'une coopérative, cas de la coopérative d'Épargne et de Crédit la SEMENCE de 2008 à 2010 » avait comme préoccupation de savoir s'il existait des mécanismes du contrôle interne adoptés par la COOPEC LA SEMENCE compte tenu de la complexité des risques, notamment celui du crédit qui constitue un risque majeur dans les coopératives.

Au terme de son analyse, elle a constaté qu'il existait un certain nombre des mécanismes qui permettraient à celle – ci de maîtriser les risques éventuels de crédit (SABUNI, 2008-2010).

3. KAMBALE NDENGE Josué dans son travail intitulé « Attitudes des petites et moyennes entreprises de Beni face à l'audit » voulait savoir l'attitude qu'affichent les PME de Beni face à l'audit et l'impact de cet audit sur l'ensemble des PME audités.

Au terme de son analyse, il a trouvé que les PME de Beni ont une bonne pratique face à l'audit, et cette pratique permet la fiabilité des états financiers et permet de gagner la confiance des tiers. Il a conclu qu'il n'y a pas de différences entre les opinions des audités selon que l'on soit dans le secteur commercial, de service ou industriel (Josué, 2017-2018).

Tous ces chercheurs ont concentré leurs études autour de l'application de l'audit par une entité ou une catégorie d'entité.

De notre part, nous allons élargir l'étude en se fiant sur le comportement général du marché de l'audit, c'est – à – dire l'offre et la demande des services d'audit en ville de Butembo.

Ainsi, pour répondre à notre question, il semblerait que les entités offrant les services d'audit ne sont pas prospères en ville de Butembo parce que les divers partenaires de la vie économique ne s'engagent pas dans la rigueur de chercher les informations fiables pour leurs entités et ce comportement affecterait négativement la croissance des entités dans cette ville.

Pour vérifier cette hypothèse, nous avons recouru à l'approche descriptivo – inductive. Elle a été appuyée par les techniques documentaires, l'interview et le questionnaire.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce travail se subdivise en trois points, brève présentation du milieu d'étude, aperçu sur le marché et en fin l'analyse et interprétation des résultats.

II. Développement

Breve Description De La Ville De Butembo

Situation géographique (Rapport annuel Mairie de Butembo, , 2022)

Butembo est une ville située en province du Nord – Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo. Elle est située à plus ou moins 1840m d'altitude, entre 0° - 8' de latitude Nord et 25° - 16' de longitude Est, Butembo a une superficie d'environ 190.34km, soit un petit territoire d'environ 14km de côté.

Cette ville est localisée à l'Est du pays, sur la route Kisangani – Goma. La position qu'elle occupe sur la carte de la RDC fait que ce coin soit dans une position d'éloignement par rapport aux principaux centres de décision. Cette ville est à plus ou moins 2000km de la capitale Kinshasa, 900km de Kisangani, 350km de Goma, chef – lieu de la province du Nord – kivu, mais elle est située à plus ou moins 120km de la frontière avec l'Ouganda pays voisin de l'Est. Son économie dépend en partie de sa position sur l'axe Kisangani – Goma qui lui permet de nouer des relations avec tous les grands centres du Nord – kivu (Beni , Lubero, Kirumba, Kiwanza,Goma...) ; de l'Ituri (Bunia, komanda...) ; les pays Est – Africains (Ouganda, Kenya ...) et les pays Asiatiques.

Aspect socio – Economique

L'économie de la ville de Butembo dépend des échanges avec les pays de l'Est de l'Afrique et de l'Asie. Ces échanges sont constitués des produits de commerce, d'industrie, d'agriculture, d'élevage, d'exploitation des forêts et des mines. Ces diverses activités sont encadrées par des entités individuelles et sociétaires de taille variée, les quelles sont soutenues par des institutions financières.

En suivant la structuration de la Direction Générale des Impôts (DGI), nous pouvons retenir (Rapports annuels DGI et CIS Butembo1 et 2, , Exercice 2022)

Taille	Nombre
1. Entités Assujetties à la Direction des Grandes Entités : + de 2 000 000 000FC du Chiffre d'Affaire	5
2. Entités Assujetties au Centre des Impôts : Chiffre d'Affaire compris entre 80 000 000 à 2 000 000 000FC	151
3. Entités Assujetties au Centre des Impôts Synthétiques : Chiffre d'Affaire – de 80 000 000FC	4521
TOTAL	4677

Source : rapports DGI et CIS Butembo 1 et 2

Toutes ces entités constituent un marché important pour les services d'audit.

Aperçu Sur Le Marché

Dans le cadre de ce travail, le marché est la rencontre de l'offre et de la demande. Il comprend tout environnement d'un produit ou d'une entité : Fournisseurs, clients, banques, états, réglementation, technologie...

On parle de l'étude du marché pour désigner un travail de collecte et d'analyse d'informations ayant pour but d'identifier les caractéristiques d'un marché : Environnement, offre, demande (DARBELET, 1999, p. 136). Cette étude est un processus qui consiste à recueillir, traiter et analyser des données sur les différentes composantes du marché

Précisons que toute recherche d'information sur le marché nécessite de bien marquer l'objet de l'étude et faire la liste des données que l'on souhaite recueillir :

- Au niveau des caractéristiques (taille, clients potentiels, etc.)
- Au niveau des consommateurs (motivations, besoins, critère d'achat, intérêts, comportements, satisfactions etc.)
- Au niveau des concurrents (description des produits ou services, prix, localisation, promotion, distribution etc.)
- Au niveau de l'environnement externe (conditions économiques, culturelles, lois, tendances, etc).

Ainsi, l'offre peut s'analyser selon la part de marché, le taux d'évolution des ventes, l'image et la notoriété et le positionnement.

Quant à la demande, elle se compose de toutes les personnes qui exercent une action dans l'acquisition du produit : consommateurs utilisateurs et acheteurs et elle inclut aussi les clients potentiels, qui peuvent acheter dans un avenir plus ou moins proche. Le marché potentiel de l'entité est estimé en tenant compte, des clients actuels de l'entité qu'il convient de conserver, des non – consommateurs relatifs qu'il est possible de transformer en acheteurs effectifs, des consommateurs actuels de la concurrence qu'on se fixe comme objectif de prendre aux concurrents.

En fin, les entités sont créées pour croître et assurer un plaisir à leurs initiateurs. Pour ce, ceux – ci doivent suivre rigoureusement le déroulement de leurs activités et dont la comptabilité reste l'outil

indispensable. Le respect de tous les principes comptables conduit à la sincérité, la régularité et à l'image fidèle des états financiers.

Notions D'audit

Importance et définition

Le respect de tous les principes comptables conduisant à la sincérité, à la régularité et à l'image fidèle des états financiers, les termes de contrôle, de révision, d'audit sont utilisés indistinctement pour signifier les opérations de système et procédures ou des comptes annuels d'une entité par une personne qui n'a pas participé à leur élaboration.

Ces personnes peuvent être des experts comptables ou des commissaires aux comptes.

Donc l'audit est un examen des opérations enregistrées par la comptabilité. Et pour BET'OR LOKOTUZOLANA, l'audit est un examen critique, progressif, méthodique et constructif, mené avec discernement par un professionnel indépendant, en vue de délivrer l'opinion attendue de l'auditeur sur la matière soumise au contrôle, au regard du référentiel auquel la matière en question est soumise (LOKUTUZOLANA, Avril 2018).

Typologies d'audit (MOHAMMED ESSADIK, 2017, p. 7)

Dans le cadre de ce travail, nous retenons les typologies suivantes :

- Suivant l'appartenance professionnelle des auditeurs : l'audit interne et l'audit externe
- Suivant l'origine du contrat : l'audit légal et l'audit contractuel
- Suivant la nature de la mission : l'audit financier, l'audit opérationnel et l'audit de conformité ou de régularité.

Formalisation de la profession d'expertise comptable selon le Droit OHADA et le droit Congolais

Les services d'audit sont exercés par des personnes physiques ou morales assujetties aux normes légales préétablies.

En droit OHADA, les sociétés commerciales sont assujetties à faire certifier leurs états financiers par un commissaire aux comptes (MUVIRI BWENGE, 2021 – 2022). Et il précise que lorsqu'il existe un ordre des experts comptables dans l'Etat partie du siège audité, seuls les experts comptables inscrits au tableau de l'ordre peuvent exercer les fonctions de commissaires aux comptes. Lorsqu'il n'existe pas un ordre des experts comptables, seuls peuvent exercer les fonctions de commissaires aux comptes, des experts comptables inscrits préalablement sur une liste établie par une commission siégeant auprès d'un cours d'appel dans le ressort de l'Etat partie.

En RDC, la profession d'expertise comptable est règlementée par la (Loi n° 15/002 du 12 Février 2015 portant création et organisation de l'ordre national des experts – comptables.).

Analyse Et Interpretation Des Resultats

Approche méthodologique

Dans leur vie quotidienne, les entités interviennent sur de nombreux marchés et entretiennent des relations avec de multiples partenaires et elles sont ouvertes sur leur environnement composé des partenaires et des concurrents.

Les services d'audit sont offerts par les entités qui subissent les influences de la dynamique commerciale de l'offre, la demande ainsi que celle de l'environnement.

Dans ce travail, nous essayons de décrire et analyser le comportement des différents acteurs sur le marché d'audit en ville de Butembo.

Ces différents acteurs ont été regroupés à quatre strates dont les cabinets offreurs des services d'audit ; les entités comme consommateurs des services d'audit ; les banques et autres institutions financières comme consommateurs des services d'audit et conseillers des entités en matière de gestion ; les services de fisc comme bénéficiaires des bons résultats de services.

A chaque strate, nous avons soumis un questionnaire spécifique. Pour chaque strate, nous avons constitué la population ainsi que l'échantillon d'étude. Pour les states ayant une population réduit, nous avons tiré un échantillon exhaustif, tandis que pour ceux ayant une population vaste, nous avons tiré un échantillon aléatoire.

Le tableau ci – après nous décrit la situation de la population et de l'échantillon

Tableau N° 1 : Description de la situation de la population et de l'échantillon

N°	Nature de l'entité	Population	Echantillon
01	Cabinet d'audit agréé et auditeur individuel agréé	8	8
02	Banques	5	5
03	COOPEC et Institutions de micro – finances	11	11
04	Entités économiques, sociales et culturelles	140	140
05	Administration fiscale	1	1
	Total	165	165

Source : Nos enquêtes sur le terrain

Commentaire :

Le tableau ci – haut nous présente la situation des individus concernés par notre enquête. Sur le marché de Butembo, nous avons trouvé 8 entités agréées, individuelles ou sociétaires, offreurs des services d'audit. Sur ce, nous avons tiré un échantillon exhaustif. Nous avons trouvé 16 entités financières, c'est – à – dire banques, COOPEC et IMF. Sur ce, nous avons tiré un échantillon exhaustif. Les entités commerciales, sociales et culturelles étant très nombreuses en ville de Butembo, nous avons jugé bon de considérer les entités assujetties au Centre Des Impôts, CDI, c'est – à – dire les entités ayant un chiffre d'affaire supérieur à 80 000 000FC. Ce qui nous a poussé à nous limiter à ces entités c'est l'obligation pour elles de formaliser leur gestion suite à la fiscalité qui les guette. Toutefois, une part importante de l'analyse est partie de l'ensemble des entités de toute nature œuvrant en ville de Butembo, c'est – à – dire 4677 entités. Ce qui nous a permis de déterminer la clientèle potentielle, la clientèle réelle, la notoriété et la part du marché de chaque cabinet.

L'offre et la demande des services d'audit en ville de Butembo ainsi que les éléments externes qui peuvent influencer le comportement de cette offre et demande constituant les paramètres d'étude, les éléments suivants ont constitué les variables d'étude.

➤ Pour l'offre

- La part de marché de chaque cabinet
- Mobile et freins de la consommation
- Organisation des cabinets, individuels ou sociétés
- Influences de l'audit sur la gestion des affaires

➤ Pour la demande

- Demande potentielle : entité ou association assujetties au CDI
- Demande réelle c'est – à – dire entité ou association recourant à un auditeur externe pendant les 5 ans passées
- Organisation d'un service d'audit interne dans chaque entité
- Mobiles ou freins de consommation du service d'audit
- Comparaison de consommation : entité individuelle, coopérative, association et société
- Influence des corporations, banques, COOPEC et IMF sur le service d'audit

Caractéristique Du Marché De L'audit

Tableau N°2 : catégorisation des entités en ville de Butembo

N°	Régies financières	Catégories	Effectifs	OBS
1	CIS	Petites entreprises	2286	
		Micro-entreprises	2099	
		ASBL & ONG	81	
		Succursales et sociétés	55	
		S/total	4521	
2	CDI	Moyennes entreprises	84	
		ASBL&ONG	21	
		COOPERATIVES	16	
		Sociétés	19	
		Coopec et Institution de micro finances	11	
		S/Total	151	
3	DGE	Banques	5	
	TOTAL		4677	

Source : répertoire CDI et CIS ButemboI et II, exercice 2019

Commentaire : le tableau ci-haut reprend les différentes catégories d'entités existantes en ville de Butembo ainsi que leur effectif. Hormis les entités échappant au contrôle de l'Administration fiscale, notre base d'identification, 4677 entités constitue une clientèle potentielle pour l'offre du service d'audit, dont 4521 sont répondant devant le CIS, 151 au CDI et 5 à la DGE. Ces entités sont des formes juridiques différentes, individuelles 4469, sociétaire 74, ASBL et ONG 102, coopératives 16, COOPEC, banques et institutions de

micro-finances 16 ; et toutes sont des tailles différentes : micro et petites 4521, moyennes 151 et grandes entités 5.

Toutes ces entités constituent la demande pour les entités offrant les services d'audit en ville de Butembo. Présentons dans le tableau ci – après, une brève description de l'offre des services d'audit

Commentaire :

Le tableau ci-haut porte sur l'aspect général des entités offreuses des services d'audit en ville de Butembo. Il comporte 6 principales colonnes dont les raisons sociales des cabinets, les noms de responsable de cabinets, la nature de la personne agréée à l'ONEC, les formes juridiques, l'effectif du personnel par entités et le nombre d'entités accompagnées.

A l'issue de l'enquête, nous constatons que 8 entités sont opérationnelles en ville de Butembo et ont répondu à nos questions d'enquête. Une autre entité, HUMANITAS, a été citée mais pas retrouvée parce qu'ayant cessé les activités. C'est pourquoi, nous avons focalisé notre étude sur les 8 entités dont toutes sont individuelles, c'est-à-dire, aucune entité sociétaire agréée par ONEC/RDC, plutôt les individus pour l'ensemble des cabinets ayant leurs sièges à Butembo, deux entités sont des représentations individuelles des experts agréés par ONEC siégeant l'un à LUBUMBASHI et l'autre à Kinshasa

La capacité d'employabilité est très réduite, FICOGEC de LUSAMBI BAYITAMBA Gabriel qui est le plus géant avec 6 employés dont 4 administratifs, 1 expert et 1 stagiaire ; il est suivi par AATAAX de TADE MOLICHO avec 5 employés dont 2 administratifs, 1 expert agréé et 2 stagiaires ; FNK de MATHE WAYSSA Omer vient à la troisième position avec 4 employés dont 2 administratifs, 1 expert agréé et 1 stagiaire ; FIGEP de NZALAMINGI KAMBALE Christophe a trois employés dont 2 administratifs et 1 expert agréé, KAMBALE KATALIKO en a aussi 3 dont 1 administratif, 1 expert agréé et 1 stagiaire ; il est de même du cabinet d'audit fiscal et expertise comptable de SIKULIS MUVATSHI WITEMA dont 2 administratifs, 1 expert agréé et 1 stagiaire ; PALUKU SARATA BRUNO a 2 employés dont 1 administratif et 1 expert agréé, quant à CCPA de CLAUDE KAKULE LWANZO en a aussi 2 employés dont 1 administratif et 1 stagiaire. Les stagiaires dont il est question, sont les personnes qui attendent leur inscription sur le tableau de l'ONEC.

Aussi, nous avons repris dans le tableau ci – dessus, le nombre d'entités accompagnées par chacun, donc la part du marché de chaque cabinet, laquelle part peut nous amener à parler de la notoriété de chaque cabinet.

Détermination De La Part De Marche De Chaque Cabinet

Détermination du taux de consommation des services d'audit en ville de Butembo

Ceci grâce à l'effectif des entités recensées en ville de Butembo.

$$\frac{\text{Effectif des entités de tous les cabinets}}{\text{Effectif des entités en ville de Butembo}} * 100$$

Cela veut dire $\frac{215}{4677} * 100 = 4,6\%$ c'est-à-dire, les services d'audit sont consommés en ville de Butembo en raison de 4,6%

Partant de la même formule, il y a lieu de déterminer aussi le taux de consommation par secteur d'activité.

a. Banques, COOPEC et IMF = $\frac{16}{16} * 100 = 100\%$

b. ASBL&ONG = $\frac{43}{102} * 100 = 42,2\%$

c. Sociétés et coopératives = $\frac{24}{90} * 100 = 26,7\%$

d. Entités individuelles = $\frac{128}{4469} * 100 = 2,9\%$

Nous trouvons ces calculs grâce aux données tirées des tableaux N°2 et 3.

De ces calculs, il y a lieu de constater que les banques, COOPEC et IMF consomment en 100% les services d'audit ; les sociétés et coopératives en 26,7% ; les ASBL& ONG en 42,2% et les entités individuelles n'en consomment qu'en concurrence de presque 3%. Remarquons que, pour les COOPEC et IMF, il y a lieu de constater un changement d'auditeurs au cours de la période d'étude par une entité, cela peut justifier la différence constatée dans les colonnes des IMF&COOPEC du tableau 2 avec 11 et du tableau 3 avec 15.

Pour ce qui est des mobiles de consommation, on va y revenir dans les pages suivantes, parlons d'abord de la pénétration de chaque cabinet.

Détermination du taux de pénétration de chaque cabinet

Ces calculs partent des données tirées du tableau N°3

Cette pénétration avec l'effectif des employés par le cabinet peuvent nous pousser à parler de la notoriété ou leadership sur le marché d'audit.

De ce fait, parmi les 215 entités qui ont été accompagnées en ville de Butembo, FICOGEC de LUSAMBI BAYITAMBA a accompagné 88 entités 41%, le Cabinet d'audit fiscal et expertise comptable de

MUVATSHI WITEMA et le FNK de Omer WAYSSA ont accompagné chacun 33 entités soit 15,3% ; AATA de TADE MOLICHO, 24 entités soit 11,2% ; FIGEP de NZALAMINGI Christophe, 15 entités soit 7%, KAMBALE KATILIKO, 13 entités soit 6%, PALUKU SARATA 6 entités soit 3% puis CCPA de Clause LWANZO 3 entités soit 1,4%.

Au vu de ce calcul, FICOSEC de LUSAMBI BAYITAMBA occupe 41% de la part de marché des services d'audit en ville de Butembo, et son intervention s'étant sur tous les secteurs, entités individuelles 54 sur 128, ONG&ASBL 7 sur 43, sociétés et coopératives 15 sur 24, banques, Coopec et IMF 12 sur 16. Aussi, de ce même tableau, les banques, Coopec, IMF, coopératives et sociétés ont concentré leur consommation sur FICOSEC de LUSAMBI, les ASBL et ONG sur AATA de TADE et FIGEP de NZALAMINGI.

Nous avons voulu chercher les raisons de cette concentration, et retenir ce qui suit de cette préférence par les entités ci – haut citées :

- Ils sont anciens
- Ils ont de l'expérience
- Ils sont objectifs

L'environnement influence beaucoup le marché d'un service. Celui des services d'audit peut être influencé par la présence de plusieurs corporations patronales. Sans plus présenter un tableau, toutes les entités commerciales enquêtées appartiennent au moins à une corporation.

Mais aussi, les banques, les COOPEC, les IMF, les coopératives et sociétés et les ASBL et ONG ont évoqué à plusieurs reprises HUMANITAS, une de rare société d'expertise agréée par ONEC/RDC. Donc HUMANITAS, bien que n'est plus représenté en ville de Butembo, influence beaucoup sur le marché d'audit dans cette ville. Dans ce même paragraphe, notre curiosité a tournée aussi autour des cabinets bien implantés, mais avec ni expert agréé ni cabinet lui – même agréé ; de cette catégorie, nous avons trouvé TOP MANAGER COMPANY, TOMACO, immatriculé au registre de commerce comme Groupement d'Intérêt Economique GIE avec mission de conseil en gestion et accompagne la gestion pour 5 entités individuelles ; FIDUCIAIRE DE COMPTABILITE, FISCALITE & PARAFISCALITE, Cabinet individuel accompagné 9 entités dont 8 individuelles et 1 coopérative.

Au cours de notre enquête, les entités ont soulevé avoir aussi des conseillers comptables en dehors de ceux qui sont permanents, ceux – ci interviennent souvent en cas des problèmes fiscaux. Notre attention n'a pas tourné autour de cette catégorie car difficile aussi à identifier.

Appreciation De L'existence Du Service Ou De La Commission De Controle Interne Dans Les Entites

La fiabilité et la qualité de l'information fournie par l'audit externe dépend largement de l'organisation interne de l'entité dont la comptabilité et le contrôle interne sont les services piliers. C'est pourquoi, nous présentons les données relatives à l'existence du service de contrôle interne.

Tableau N°4 Organisation du service ou commission de contrôle interne dans les entités

Natures d'entités	Total	Fréquence		Pourcentage	
		oui	non	oui	non
Banques, Coopec et IMF	16	16	0	100	0
ONG & ASBL	21	18	3	86	4
Cooperatives	16	11	5	69	31
Entités commerciales	103	8	95	8	92
Total	156	53	103	32	68

Source : nos enquêtes sur terrain

Commentaire : le tableau ci – dessus porte les réponses fermées, oui ou non de l'existence du service d'audit interne dans les entités. Il y a lieu de constater que sur les 156 entités ayant répondu à nos questions 53 entités soit 32% ont affirmé avoir un service de contrôle interne opérationnel, contre 103 entités soit 68% qui ont répondu négativement ou n'ont réservé aucune réponse.

Les résultats du tableau ci-haut relèvent que toutes les COOPEC, IMF et banques, 16 entités soit 100% ont un service de contrôle interne opérationnel, pour 18 ONG&ASBL soit 86%, le service de contrôle interne existe, de même pour 11 coopératives soit 69% ; 8 entités commerciales soit 8% ont affirmé avoir un service de contrôle interne.

Au vu de ces résultats, il y a lieu de constater que les entités commerciales de Butembo n'ont pas un service de contrôle interne, synonyme d'un manque de comptabilité professionnelle, un principal frein pour l'audit externe.

Avantages Et Mobiles De La Consommation Des Services D'audit En Ville De Butembo

Dans les lignes précédentes, précisément au tableau N°3 portant caractérisation de l'offre, nous avons indiqué que les banques, COOPEC et IMF consomment en 100% les services d'audit, les sociétés et

coopératives en 26,7%, les ASBL et ONG en 42,2% et les entités commerciales en 3%. Bien que la consommation soit insignifiante pour la plupart, nous ramassons les avis descriptifs des avantages et mobiles de consommation des services d'audit. Ces avis ont été groupés selon les strates et selon leur fréquence.

Tableau N°5 Avantages et mobiles de la consommation de service d'audit

Les cabinets d'audit	Banques, COOPEC et IMF	Les chefs d'entités	Administration fiscale
<ul style="list-style-type: none"> - Les quelques entités qui recourent au service d'audit y arrivent notamment quand les responsables sentent une mégestion, une fraude et d'autres anomalies ; - Un autre type d'entités recourent au service d'audit lorsque les bailleurs de fonds leur ont recommandé cela dans leurs activités ; - Mauvaise gestion - Détournement des fonds - Prévenir les fraudes et erreurs ; - Perte de confiance dans les gestionnaires ; - Réviser les Etats financiers sur la base des procédures comptables pour exprimer une opinion d'audit ; - Accomplir des missions de certification des Etats financiers ; - Assurer l'expertise dans le domaine de l'organisation comptable des entreprises ; - Rechercher de la transparence ; - Etude prévisionnelle du développement des entités ; - Traitement des dossiers contentieux fiscaux 	<ul style="list-style-type: none"> - L'expert donne des orientations à suivre selon les normes de la BCC et PCCI - Une fois les données certifiées par les experts comptables agréés, ce rapport rassure les propriétaires, les membres et les partenaires - Assurer les propriétaires, les partenaires de la conformité des données ; - Une exigence de notre service de tutelle qui est la BCC - La fiabilité des données par différents partenaires ; - La sincérité des données vis-à-vis de différents partenaires ; - La profitabilité des conseils provenant d'un auditeur externe ; - Vérifier si les objectifs assignés par la coopec sont atteints ; - Vérifier si les ressources de la coopec sont utilisées de façon économique et efficiente ; - La protection du patrimoine - Vérifier l'information financière et de gestion si elles sont complètes et fiables ; - Aider la coopec d'améliorer la performance de leurs activités - L'auditeur externe est indépendant - Pour la prise des décisions 	<ul style="list-style-type: none"> - Confiance envers les partenaires ; - Financement des nouveaux projets - L'audit externe permet à l'organisation de découvrir ses forces, ses faiblesses, opportunités et mêmes les menaces dans la gestion financière et similaire ; - Un travail abattu avec deux personnes à moins d'erreurs que celui abattu par une personne ; - Ils arrivent à réduire les sommes que nous verserions pour diverses taxes et impôts, vu que, les taxateurs nous imputaient avant des sommes forfaitaires ; - Pour faire une analyse beaucoup plus approfondie de l'entreprise suivant les normes recommandées ; - Pour dénicher les erreurs et incohérence survenues et nous proposer des pistes de solution nécessaire ; - Dresser le rapport général de la santé de l'entité - Fiabilité des documents comptables ; - Exigence légale - Amener plus de lumière à l'entité ; - C'est pour un nouvel apport externe 	

Source : nos enquêtes sur terrain

Commentaire : Dans le tableau ci-haut, les cabinets d'audit, les banques, COOPEC et IMF et les entités économiques et sociales présentent leurs différents avis.

Selon les cabinets d'audit, les quelques entités qui recourent au service d'audit y arrivent notamment quand les responsables sentent une mégestion, une fraude et d'autres anomalies. Un autre type d'entités recourent au service d'audit lorsque les bailleurs de fonds leur ont recommandé cela, en fin pour certifier les états financiers et traitement des dossiers contentieux fiscaux.

Les banques, IMF et COOPEC recourent à l'audit parce que c'est une exigence de leur service de tutelle la BCC ; aussi étant des entités de plusieurs personnes, les données certifiées par les experts rassurent les partenaires et les propriétaires, les experts donnent les orientations à suivre selon les normes de la BCC, et permettent de vérifier si les objectifs assignés sont atteints ; vérifier si les ressources sont utilisées de façon économique et efficiente ; aider la COOPEC d'améliorer la performance et oriente la prise des décisions.

Les entités commerciales, coopératives, ASBL & ONG recourent au service d'audit pour la certification des états financiers, en cas de sollicitation des financements des nouveaux projets, une exigence des bailleurs des fonds et partenaires financiers, pour des contentieux fiscaux et exigence légale.

Au vu de ce qui précède, il y a lieu de retenir que les entités de la ville de Butembo recourent à l'audit quand elles se sentent menacer par la mégestion, par la fiscalité, par la loi, par les bailleurs des fonds, mais pas pour la recherche des informations pouvant leurs permettre de prendre des décisions rationnelles pour assurer la croissance de leurs entités. Cette situation peut se justifier par la non consommation du service d'audit tel que indiqué ci-haut.

Principaux Obstacles De La Croissance De Service D'audit En Ville De Butembo

Nous présentons dans les pages suivantes les obstacles ou freins de la croissance des entités offreuses des services d'audit. Sans pour autant tracer un tableau, les avis sont les suivants

➤ **Les cabinets d'audits offreurs des services d'audit**

- La plupart des entités de Butembo appartiennent à des individus qui n'ont pas étudié et qui se sont faits des capitaux eux-mêmes. De ce fait, ils voient qu'ils sont entrain de progresser sans concours d'une autre personne
- L'absence de collaboration entre auditeurs et absence d'un cadre de concertation locale des auditeurs pour l'organisation locale de la profession d'audit.
- La plupart d'organisation professionnelle d'expertise comptable ne sont pas agréées, d'où manque de confiance du produit local. Certains préfèrent recourir à d'autres experts hors de Butembo, comme HUMANITAS.
- La plupart des exploitants individuels affectent des agents non compétant à l'expertise et se font même assister par certains fonctionnaires du CDI et ou CIS, donc rattachement des certains contribuables à certains agents de la DGI comme expert-comptable dans les entités pour défendre leurs intérêts fiscaux
- La plupart des entités commerciales ignorent le service d'expertise et font recours aux corporations pour défendre leurs intérêts
- Les entités ignorent encore le travail des experts, elles pensent que c'est une charge car ils ne participent pas à la gestion quotidienne.
- Les opérateurs de Butembo n'aiment pas les experts qui donnent beaucoup de remarques car selon eux ils risquent d'être discrédités par leurs bailleurs des fonds.
- Les universités et institutions supérieures qui pouvaient changer la mentalité économiques s'étaient installés un peu tardivement.
- La désinformation du public sur les services qu'offre les cabinets et méconnaissance de l'objet de l'audit par les entrepreneurs.
- L'obligation de faire auditer les activités des entités n'est pas mise en pratique par les services publics comme la DGI, le service d'économie comme le fait la BCC pour toutes les institutions financières.
- Les services de l'Etat, CDI, ECONAT... se contentent à prélever des pénalités pour non certification des états financiers, pénalités dans lesquelles ils trouvent leurs parts.
- Les banques et COOPEC sont-elles – mêmes auditées par des experts agréés sur instruction de la BCC, mais lorsqu'elles traitent les dossiers de crédit, elles ne demandent pas aux opérateurs économiques de présenter des dossiers dûment certifiés par des experts.

➤ **Les institutions financières comme conseillères de leurs clients et clients des cabinets d'audit :**

- Plusieurs employés n'aiment pas la clarté, alors l'auditeur externe n'est pas le bienvenu pour les agents
- La plupart des commerçants sont malhonnêtes, ne veulent pas la clarté pour faire les obligations fiscales et pensent que les experts vont dire au fisc tous ce qu'ils font
- Les commerçants ne tiennent pas la bonne comptabilité dans leurs entités, ils travaillent dans l'informel et ne savent pas l'importance de l'audit
- Les experts de Butembo sont moins collaborant, n'effectuent aucune éducation en faveur des entités, leurs honoraires très chers et non abordable et ont une complexe des connaissances et aiment travailler en solo, c'est-à-dire trop individualiste, sont moins nombreux et ne fournissent aucun effort pour se faire vendre.
- Les corporations et syndicats patronales ne veulent pas encourager leurs membres de recourir aux services d'audit
- La forme individuelle des entités est un manque à gagner pour les services d'audit
- Le rapport d'audit ne suffit pas, par le fait que le rapport peut être étudié et la personnalité du membre doit être analysé du point de vue moral, caractère, réputation, la capacité de remboursement or l'audit s'arrête à la certification des états financiers, ainsi le rapport d'audit ne suffit pas comme garantie.
- Plusieurs entités se contentent du comptable de l'entité et la croissance de l'entité ne dépend pas de l'auditeur.

➤ **Les entités demanderesses des services d'audit**

- Les experts travaillent avec les commerçants en ayant des rancunes, les commerçants ont peur qu'ils ne divulguent les informations et les attirer des amendes ou pénalités fiscales et connaitre tous leurs avoirs
- L'audit est une charge inutile pour l'entité et sont très coûteux
- Les experts comptables pensent que tous les entrepreneurs sont dans une même catégorie, c'est pourquoi, ils fixent le prix d'une manière arbitraire
- Les auditeurs externes ne font pas le suivi de leurs recommandations

Vu ce qui précède, il y a lieu de retenir les principaux freins de la croissance de service d'audit en ville de Butembo

- Crise de confiance entre acteurs concernés
- Ignorance de l'importance des services d'audit

- Volonté expresse des entrepreneurs de cacher la vérité de leurs affaires
- Volonté expresse des services de l'Etat, DGI, ECONAT de laisser les entités s'engouffrer dans l'ignorance afin de trouver où prélever les pénalités
- Prédominance des entités individuelles où le seul patron est à la manette de ses affaires, d'où pas besoin d'une comptabilité professionnelle et d'un contrôle interne
- Conception archaïque de recourir au service d'audit uniquement en cas des problèmes fiscaux, ou plaire à son bailleur de fonds
- Prédominance des corporations patronales se substituant à véritable défenseurs des intérêts patronaux
- Manque de technicité par laquelle sont conduites les entités offrant des services d'audit, l'individualisme avéré fait que celles – ci ne constituent pas un bloc fort pouvant leur permettre de dominer le marché, donc insuffisance des ressources nécessaires.
- Absence de motivation des institutions financières à recommander à leurs clients une bonne gestion et organisation comptable comme une des principales garanties d'accès au crédit.

III. Conclusion Generale

Dans leur vie quotidienne, les entités interviennent sur de nombreux marchés et entretiennent des relations avec des multiples partenaires et elles sont ouvertes sur leur environnement composé des partenaires et des concurrents. Aussi, les services d'audit sont offerts par les entités qui subissent les influences de la dynamique commerciale de l'offre, la demande ainsi que celle de l'environnement.

C'est ainsi que notre analyse a porté sur la problématique de la consommation des services d'audit en ville de Butembo.

Une question de savoir pourquoi les entités offrant les services d'audit ne sont pas prospères en ville de Butembo, s'est posée ; et nous avons supposé que les entités offrant les services d'audit ne sont pas prospères en ville de Butembo comme les autres activités économiques par ce que les divers partenaires de la vie économique ne s'engagent pas dans la rigueur de rechercher les informations fiables pour les entités et que cela affecte négativement la croissance des entités dans cette ville.

Pour vérifier cette hypothèse, nous avons emprunté l'approche descriptive – inductive, qui a été soutenue par la technique documentaire et le questionnaire.

Hormis l'introduction et la conclusion, nous avons subdivisé le travail en trois points notamment : la brève présentation du milieu d'étude, l'aperçu sur le marché et enfin l'analyse et interprétation des résultats.

L'échantillon a été de 165 Entités, sélectionnées d'une façon exhaustive parmi les acteurs pouvant influencer la consommation des services d'audit. Toutefois, nous avons élargie l'étude sur l'ensemble des entités de toute nature œuvrant en ville de Butembo, c'est – à – dire 4677 entités.

L'offre et la demande des services d'audit ainsi que les éléments externes qui peuvent influencer le comportement de cette offre et demande ayant constitué nos paramètres d'étude, la part de marché de chaque cabinet ; les mobiles et freins de la consommation des services d'audit ; l'organisation des cabinets ; l'influence de l'audit sur la gestion des affaires ; la demande potentielle et la demande réelle des services d'audit ; l'organisation d'un service d'audit interne dans chaque entité ; la comparaison de consommation entre entité individuelle, coopérative, association et société ; l'influence des corporations, des banques, des COOPEC et IMF sur le service d'audit.

A l'issue de l'enquête sur le terrain, il a été révélé que sur 4677 entités recensées en ville de Butembo, 215 entités soit 4.6% ont consommé les services d'audit. Nous avons aussi constaté que les Banques, COOPEC et IMF ont consommés les services d'audit en raison de 100%, les sociétés et coopératives en 26.7%, les QSBL et ONG en 42.2% et les entités individuelles en 3%. Pour ce qui est de la pénétration et de la notoriété des cabinets, FICOPEC est le plus géant des cabinets de Butembo avec 41% de la part du marché, mais aussi tous les cabinets sont individuels. De l'appréciation de l'existence du service de contrôle interne, le contrôle interne s'organise en raison de 32% dans les entités et les entités commerciales de Butembo n'ont pas un service de contrôle interne ; synonyme d'un manque de comptabilité professionnelle aussi un principal frein pour l'audit externe.

Selon les cabinets d'audit, les quelques entités qui recourent au service d'audit y arrivent notamment quand les responsables sentent une mégestion, une fraude et autres anomalies, aussi lorsque les bailleurs de fonds leur l'ont recommandé et enfin pour certifier les états financiers ; pour les Banques, COOPEC et IMF, une exigence du service de tutelle la BCC, la certification des états financiers, pour la transparence et la performance. Les entités commerciales et coopératives recourent à l'audit quand elles se sentent menacées par la mégestion, par la fiscalité, par la loi, par les bailleurs de fonds, mais pas pour la recherche des informations pouvant leur permettre de prendre des décisions rationnelles pour assurer la croissance de leurs entités.

Pour ce qui sont des freins, nous avons retenu, la crise de confiance entre acteurs concernés ; l'ignorance de l'importance des services d'audit ; la volonté expresse des entrepreneurs de cacher la vérité de leurs affaires ; la volonté expresse des services de l'Etat, DGI, ECONOMIE NATIONALE de laisser les entités

s'engouffrer dans l'ignorance afin de trouver où prélever les pénalités ; la prédominance des entités individuelles où on n' a pas besoin d'une comptabilité professionnelle et d'un contrôle interne ; la conception archaïque de recourir au service d'audit uniquement en cas des problèmes fiscaux ou plaire à son bailleur de fonds ; la prédominance des corporations patronales se substituant à véritable défenseurs des intérêts patronaux ; le manque de technicité par laquelle sont conduites les entités offrant les services d'audit ; l'individualisme avéré qui ne permettent pas à celles – ci de constituer un bloc fort pouvant leur permettre de dominer le marché ; l'absence de motivation des institutions financières à recommander à leurs clients une bonne gestion et organisation comptable comme une des principales garanties d'accès au crédit.

D'où l'hypothèse de base est confirmée, les entités offrant les services d'audit ne sont pas prospères en ville de Butembo, comme les autres activités économiques parce que les divers partenaires de la vie économique ne s'engagent pas dans la rigueur de rechercher les informations fiables pour les entités et ce comportement affecte négativement la croissance de ces entités.

Référence Bibliographique

- [1] Stephen Robbins Et David Delenzo, (2008), Management : L'essentiel Des Concepts Et Des Pratiques, Nouveaux Horizon, Paris.
- [2] Bet'or Lokutuzolana, (2018), Audit Financier Et Commissariat Aux Comptes Dans L'espace Ohada,
- [3] Muhindo Syaghuswa Emery,(2016 – 2017), « Pratique De L'audit Financier Dans Les Imf Et Coopératives D'épargne Et De Crédit En Ville De Butembo », Uniluk.
- [4] Céline Salama Sabuni, (2010 – 2011) « Le Contrôle Interne Et La Performance D'une Coopérative D'épargne Et De Crédit, Cas De La Semence De 2008 A 2010 », Uniluk.
- [5] Kambale Ndenge Josué, (2017 – 2018), « Attitude Des Petites Et Moyennes Entreprises De Beni Face A L'audit », Uniluk.
- [6] Rapport Annuel Mairie De Butembo, (2022)
- [7] Rapports Annuels Dgi Et Sic Butembo1 Et 2, Exercice 2022
- [8] Michelle Darbelet & Cie, (1999), Economie D'entreprise, Edition Foucher, Paris.
- [9] Mohammed Essadik, (2017), Audit Financier Et Contrôle Ohada, Université De Caen Normandie.
- [10] Muviri Bwenge, (2021 – 2022), Cours D'audit Et Expertise Comptable, L2 Sciences Commerciales Et Financières, Isc Butembo.
- [11] Loi N° 15/002 Du 12 Février 2015 Portant Création Et Organisation De L'ordre National Des Experts – Comptables